KIM IL SUNG

SUR QUELQUES PROBLEMES THEORIQUES DE L'ECONOMIE SOCIALISTE

PYONGYANG, COREE
1983

OUVRIERS DU MONDE ENTIER, UNISSEZ-VOUS!

KIM IL SUNG

SUR QUELQUES PROBLEMES THEORIQUES DE L'ECONOMIE SOCIALISTE

Réponse aux questions posées par des travailleurs des domaines de la science et de l'enseignement
Le premier mars 1969

Editions en Langues Etrangères
Pyongyang, Corée
1983

SOMMAIRE

1. Le problème de la corrélation entre l'importance de l'économie et le rythme de développement de la production dans la société socialiste 1

2. Les problèmes de la forme de marchandise des moyens de production et de l'utilisation de la loi de la valeur dans la société socialiste 12

3. Les problèmes du marché paysan dans la société socialiste et des moyens de le supprimer 27

Au mois d'avril 1968, par l'intermédiaire du Département de la Science et de l'Enseignement du Comité Central du Parti, j'ai reçu les questions posées par des savants sur quelques problèmes relatifs à la théorie de l'économie socialiste. Cependant, étant donné que l'année dernière, la situation était tendue dans le pays et que les festivités avaient lieu pour la célébration du 20e anniversaire de la fondation de la République, je n'ai guère trouvé de temps pour répondre à temps aux questions qui m'avaient été posées. Ces derniers temps encore, dit-on, certains cadres dirigeants économiques et certains savants poursuivent une polémique sur ces problèmes sans parvenir à en avoir une compréhension exacte. C'est pourquoi je tiens à dire aujourd'hui mon avis là-dessus.

1. LE PROBLEME DE LA CORRELATION ENTRE L'IMPORTANCE DE L'ECONOMIE ET LE RYTHME DE DEVELOPPEMENT DE LA PRODUCTION DANS LA SOCIETE SOCIALISTE

Ces derniers temps, parmi certains économistes circule une «théorie» selon laquelle, dans la société socialiste, l'économie ne cesse de se développer, mais quand elle arrive à une certaine étape de développement son rythme ne peut dépasser 4 à 5 % ou 6 à 7 % par an. A présent, même parmi les cadres dirigeants de nos organismes économiques d'Etat, il y a, dit-on, des gens qui estiment que quand même nous n'accroî-

trions la production industrielle que de 6 à 7 % par an, ce serait une cadence assez élevée, vu que, dans les pays capitalistes, elle s'accroît à peine de 2 à 3 % par an.

Pour apporter des arguments à cette affirmation, ils allèguent que les réserves pour l'augmentation de la production diminuent dans la période de reconstruction par rapport à la période de rétablissement et que, par conséquent, plus l'économie se développe et plus son importance augmente, plus se réduit la possibilité d'accroître encore la production. Autrement dit, plus l'industrie se développerait, plus les réserves se réduiraient et plus le rythme de croissance de la production tomberait. Même dans le cas de notre pays, disent-ils, il y avait eu beaucoup de réserves dans la période de rétablissement d'après-guerre, mais, aujourd'hui que la base de l'industrialisation socialiste a été jetée et que l'on est entré dans la période de reconstruction technique générale de l'économie nationale, il n'y a plus assez de réserves et, en conséquence, on ne peut plus continuer à augmenter la production à un rythme rapide.

Ceux qui pensent ainsi n'ont pas compris la vraie supériorité du système de l'économie socialiste ou bien ne veulent pas la voir.

La société socialiste possède des possibilités illimitées pour développer sans cesse l'économie à un rythme élevé qui est même inconcevable pour la société capitaliste; et plus la construction socialiste progresse et plus les bases économiques se renforcent, plus ces possibilités augmentent.

Dans la société capitaliste la production ne peut pas se développer sans cesse à cause de l'arrêt périodique du processus de la reproduction et du gaspillage d'une quantité importante de travail social, conséquences de la crise de surproduction, mais dans la société socialiste toutes les

ressources en main-d'œuvre et toutes les richesses naturelles du pays peuvent être utilisées le plus rationnellement possible et la production peut être accrue continuellement et de façon planifiée. Ces possibilités d'accroissement de la production se multiplient encore au fur et à mesure qu'un équilibre rationnel s'établit entre les branches de l'économie nationale, et que l'économie du pays est mieux organisée en raison du renforcement de la fonction d'organisateur économique que remplit l'Etat de dictature prolétarienne et de l'élévation du niveau de gestion économique des fonctionnaires. L'Etat socialiste peut affecter des fonds importants à l'accumulation, parce qu'il tient sous son contrôle unique la production et la répartition, l'accumulation et la consommation, et les réalise de façon planifiée et, en utilisant ces fonds le plus rationnellement possible, il peut effectuer sur une échelle toujours plus grande la reproduction élargie socialiste.

De plus, les rapports de production socialistes ouvrent un large chemin au développement incessant des forces productives et, l'Etat socialiste, profitant de cette possibilité, peut développer rapidement et de façon planifiée la technique. La technique ancienne est remplacée par une technique nouvelle, la technique nouvelle par une technique encore plus nouvelle, le travail manuel est mécanisé, la mécanisation se développe et aboutit à la semi-automatisation, la semi-automatisation se développe sans cesse et aboutit à l'automatisation, voilà le processus logique de l'édification du socialisme et du communisme. C'est une vérité évidente que dans la société socialiste la productivité du travail s'élève sans cesse et que la production s'y développe à un rythme élevé à mesure que la technique se développe rapidement.

Dans la société socialiste, le facteur décisif d'une impulsion puissante au développement des forces productives est

l'ardeur révolutionnaire élevée de l'homme. La supériorité essentielle du système socialiste réside en ce que les travailleurs, libérés de l'exploitation et de l'oppression, travaillent en faisant preuve d'un zèle conscient et d'une initiative créatrice pour la patrie et le peuple, pour la société et la collectivité, pour leur propre bonheur. Dans la société capitaliste, les travailleurs ne prennent aucun intérêt au développement de la production et de la technique, parce qu'ils travaillent à contre-cœur, sous la menace du chômage et de la faim, mais dans la société socialiste, ils travaillent avec enthousiasme pour le développement de la production, parce qu'ils sont bien conscients du fait que le fruit de leur travail est destiné à eux-mêmes, à leur peuple et à leur patrie. Plus le parti et l'Etat du prolétariat, conformément à leurs fonctions intrinsèques, intensifieront la révolution idéologique parmi les travailleurs et liquideront peu à peu les survivances des idéologies caduques qui subsistent dans leur esprit, plus ceux-ci travailleront pour développer la production socialiste en y consacrant tout leur talent et toute leur énergie. C'est ainsi que des perfectionnements et des innovations ne cesseront de se produire dans tous les domaines, dans la gestion de l'économie, dans l'organisation de la production et du travail et dans le progrès technique.

Tout cela démontre que la «théorie» est entièrement fausse, selon laquelle, dans la société socialiste, les réserves pour l'augmentation de la production diminuent toujours et la production ne peut pas être accrue continuellement à un rythme rapide, au fur et à mesure que l'économie se développe et que son importance grandit.

La fausseté de cette «théorie» est également démontrée de manière explicite par l'expérience pratique de l'édification du socialisme dans notre pays.

Arrêtons-nous d'abord sur un fait survenu alors que nous exécutions le plan quinquennal. Les membres de notre Parti et nos travailleurs venaient alors de réaliser avec succès le plan triennal de l'économie nationale, restaurant ainsi pour l'essentiel l'économie détruite et assurant la stabilité du niveau de vie du peuple. La situation économique de notre pays dans son ensemble était pourtant très difficile. Par surcroît, les ennemis de l'intérieur et de l'extérieur s'agitaient frénétiquement pour porter atteinte aux conquêtes de notre révolution et détruire l'œuvre d'édification de notre peuple. C'est dans ces circonstances que nous nous vîmes confrontés à la tâche pressante de poser au plus tôt les fondations de l'industrialisation en vue de développer l'économie du pays et d'élever le niveau de vie du peuple. Et par conséquent, il nous fallait une immense quantité d'acier laminé.

Or, il n'y avait alors qu'un seul blooming dans notre pays et sa capacité de production nominale n'était que de 60 000 tonnes. Comme il fallait édifier des villes et des villages, construire des usines, fabriquer davantage de machines, ces 60 000 tonnes d'acier laminé n'étaient pas suffisantes, tant s'en fallait.

Notre Parti décida alors d'aller au sein de la classe ouvrière et de discuter avec elle pour surmonter la situation difficile ainsi créée, de même qu'il avait vaincu les difficultés et les obstacles en mettant sa confiance en la classe ouvrière et en s'appuyant sur la force de cette dernière dans toutes les luttes révolutionnaires difficiles du passé.

Mandatés par le Comité Politique du Comité Central du Parti, nous nous rendîmes à l'Aciérie de Kangseun. Lorsque nous demandâmes alors aux cadres dirigeants de cette aciérie s'ils pouvaient porter la production de l'acier laminé à 90 000 tonnes, certains d'entre eux, secouant la tête, dirent que c'était

difficile. Alors nous rassemblâmes les ouvriers et nous nous adressâmes à eux: A présent, nous venons de restaurer à peine l'économie détruite. Et, les éléments fractionnels ont levé la tête pour s'opposer au Parti, les chauvinistes des grandes puissances font pression sur nous, l'impérialisme américain et la clique fantoche de Syngman Rhee mènent avec frénésie une campagne tapageuse pour la «marche vers le Nord». Devrions-nous pour cela nous laisser décourager et plier devant les graves difficultés auxquelles se heurte l'œuvre de la révolution et de l'édification? Non pas. Nous avons foi uniquement dans la classe ouvrière, force principale de notre révolution, et nous n'avons pas d'autre soutien que vous-mêmes. Ne devriez-vous pas, s'il en est ainsi, prendre courage et faire preuve d'enthousiasme pour donner une plus forte impulsion à l'édification de l'économie, en produisant davantage et en construisant mieux, afin de surmonter ces graves difficultés auxquelles notre Parti se trouve confronté?

Quand nous eûmes ainsi effectué notre travail politique, les ouvriers de Kangseun s'engagèrent à produire 90 000 tonnes d'acier laminé. Ils se mirent positivement en action et luttèrent, en perfectionnant les machines et les équipements déjà existants et en résolvant les problèmes en suspens et, par là même, ils produisirent cette année-là non pas 90 000 tonnes, mais 120 000 tonnes d'acier laminé. Aujourd'hui, cette aciérie a porté la capacité de production de son atelier de blooming à un niveau de 450 000 tonnes, soit presque huit fois sa capacité nominale.

Non seulement à l'Aciérie de Kangseun, mais aussi dans toutes les branches de l'économie nationale, dans toutes les usines et entreprises, les capacités de production nominales anciennes furent brisées, de grandes innovations se produisirent, des prodiges se succédèrent jour après jour, étonnant

tout le monde, et l'économie de notre pays progressa avec une très grande rapidité. Il en résulta que le plan quinquennal prévoyant une multiplication par 2,6 de la valeur globale de la production industrielle fut achevé en deux ans et demi et que même le plan de production par indices en nature des principaux articles industriels fut accompli ou dépassé dans son ensemble en quatre ans.

Au cours de sept à huit ans, depuis l'achèvement du plan quinquennal jusqu'à aujourd'hui, dans notre pays, la tâche de la révolution technique générale ayant été vigoureusement poussée en avant, de nombreuses branches industrielles nouvelles ont été créées, l'équipement technique de l'industrie a été radicalement perfectionné, et l'importance de la production s'est multipliée. Si la «théorie» de certains, — théorie selon laquelle le rythme d'accroissement de la production baisserait au fur et à mesure que son importance augmente — était fondée, on n'aurait plus pu assurer, après l'achèvement du plan quinquennal, une haute cadence d'accroissement de la production dans notre pays. Or, dans notre pays, bien qu'une grande part de l'accumulation ait été affectée en supplément à la construction de la défense nationale en raison de la multiplication des manœuvres d'agression de l'impérialisme américain, l'économie ne cesse de se développer à un rythme élevé même pendant la période du plan septennal. Surtout, le plan de l'économie nationale pour 1967, plan de la première année de réalisation de la décision de la Conférence du Parti consistant à faire avancer parallèlement la construction de l'économie et la construction de la défense nationale, a été un plan exigeant, prévoyant un accroissement de 12,8 % de la valeur globale de la production industrielle par rapport à l'année précédente. Mais, en 1967, nous avons en fait dépassé de beaucoup le plan et, par là même, nous avons accru de 17 %

la production industrielle en une seule année. S'il n'y avait pas eu cette année-là les dégâts d'une inondation exceptionnelle, nous aurions accru la production industrielle de plus de 20 %. Ceci a résulté du fait que notre Parti a suscité l'ardeur consciente des travailleurs en renforçant la révolution idéologique parmi eux et qu'il a combattu résolument toutes les idées caduques, à commencer par la passivité et le conservatisme, qui empêchent notre progression.

Citons en exemple la Mine de Seungheung.

En 1967, comme les cadres de la Mine de Seungheung étaient venus avec un plan qu'ils avaient fixé très bas, le Conseil des ministres les persuada de le rehausser un peu, mais il restait toujours inférieur aux exigences du Parti. C'est pourquoi, afin de faire un travail politique parmi les cadres de la Mine de Seungheung, le Comité Central du Parti convoqua les chefs de section et les cadres qui leur étaient d'un niveau supérieur dans cette mine, et tint une réunion. A cette réunion, nous leur dîmes qu'il fallait extraire une plus grande quantité de métaux non ferreux dans la Mine de Seungheung afin d'appliquer comme il se doit la ligne tracée par la Conférence du Parti, ligne consistant à faire avancer parallèlement la construction économique et la construction de la défense nationale. Alors ils prirent la résolution d'extraire plus de métaux non ferreux que ce que le Conseil des ministres avait fixé pour eux. En fin de compte, ils produisirent presque le double de ce qu'ils s'étaient fixé au début pour la production des métaux non ferreux.

Prenons un autre exemple.

Vu que les fonctionnaires du domaine de l'industrie des constructions mécaniques prétendaient que les réserves étaient épuisées dans leur domaine, nous allâmes, en 1967, à l'Usine de constructions mécaniques de Ryongseung et y

allumâmes le feu des innovations. Et les ouvriers de là-bas se levèrent et terminèrent pour le 10 Octobre, soit deux mois et vingt jours avant terme, le plan annuel exigeant, y compris le plan d'accroissement supplémentaire de la production.

D'importantes réserves furent également mises en valeur au cours de la lutte pour l'exécution du plan de l'économie nationale pour l'année passée.

Etant donné que les impérialistes américains menaient une campagne furieuse en faveur de la guerre à la suite de l'incident du navire «Pueblo», le Comité Central du Parti appela les usines et entreprises de toutes les branches de l'économie nationale à accomplir avant terme toutes les tâches de production et de construction pour l'année passée, et à produire davantage avec la main-d'œuvre, les matériaux et les équipements qu'elles auraient économisés.

Toutes les usines et entreprises ont accepté cet appel révolutionnaire du Parti; de nombreuses usines et entreprises, partant de leur aspiration brûlante à chasser les impérialistes américains du territoire de notre patrie et à réunifier la patrie le plus tôt possible, proposèrent de leur donner des tâches beaucoup plus importantes et accomplirent à merveille leur résolution.

Tout cela montre que si, suivant l'orientation avancée par notre Parti, on procède à un travail politique correct pour élever la conscience politique des masses, pour exalter leur ardeur révolutionnaire et perfectionner sans cesse la technique, on peut développer aussi rapidement qu'on le souhaite l'économie, si grande que soit son importance.

La «théorie» selon laquelle, quand l'industrie arrive à une certaine étape de son développement, ses réserves diminuent et il est impossible d'assurer un haut rythme d'accroissement

de la production industrielle, n'a rien à voir avec la théorie économique marxiste-léniniste. La «théorie» selon laquelle une économie de grande importance ne peut pas se développer rapidement n'est qu'un sophisme employé par certains pour justifier l'impossibilité d'un développement rapide de leur technique et la stagnation de leur économie, impossibilité et stagnation dues au fait qu'ils ont manqué d'éduquer les travailleurs en alléguant la «libéralisation», le «développement démocratique», et que, par là même, ceux-ci, relâchés du point de vue idéologique, se sont adonnés aux plaisirs et n'ont pas bien travaillé.

Après le triomphe de la Révolution Socialiste d'Octobre, Lénine a énoncé, en parlant des tâches immédiates du pouvoir des Soviets, cette célèbre thèse que le pouvoir soviétique plus l'électrification du pays entier, c'est le communisme. Bien que simple, cette thèse de Lénine renferme un sens profond. Comprendre correctement cette thèse et la mettre en application est, à ce que je crois, d'une très grande importance pour l'édification du socialisme et du communisme. Que signifie donc ce pouvoir soviétique dont parle Lénine? Il signifie précisément la dictature du prolétariat. Et, par conséquent, il signifie que l'Etat de la classe ouvrière, poursuivant la lutte de classes et procédant à la révolution idéologique et à la révolution culturelle, doit transformer la conscience des hommes, élever leur niveau technique et culturel, et accomplir la tâche qui consiste à transformer toute la société en classe ouvrière et à la révolutionnariser. Le terme électrification signifie qu'il faut développer hautement la technique à tel point qu'il soit possible d'automatiser tout le processus de production, et qu'il faut consolider au plus haut degré les bases matérielles et productives de la société. En conclusion, cette thèse de Lénine nous indique que le communisme sera

réalisé seulement lorsque, par le renforcement de la dictature du prolétariat, on aura accompli la révolution idéologique et la révolution culturelle, et mené à bien la révolutionnarisation de toute la société et sa transformation en classe ouvrière et que, en même temps, on aura jeté des bases matérielles et techniques assez solides pour pouvoir obtenir des forces productives très élevées par l'accomplissement de la révolution technique.

On ne pourra pas développer sans cesse et à un rythme élevé l'économie socialiste ni, plus tard, édifier la société communiste si l'on délaisse un seul de ces deux éléments: la dictature du prolétariat et la révolution technique, mentionnées par Lénine. D'où la nécessité de renforcer la dictature du prolétariat et de pousser énergiquement la révolution technique, afin d'édifier la société communiste. Comme Lénine a quitté notre monde sans avoir pu tenter lui-même l'édification du communisme, nous devrions donner une interprétation correcte de cette thèse et la mettre à exécution. Cependant, certains ne veulent pas comprendre et appliquer correctement cette thèse de Lénine. Afin de promouvoir l'édification socialiste à un rythme encore plus élevé dans l'avenir, nous devons nous opposer catégoriquement à l'opportunisme de droite dans le domaine de la théorie économique. Si nous ne nous opposons pas aux déviations de droite dans le domaine de l'économie, si nous affaiblissons la dictature du prolétariat, si nous ne procédons pas au travail politique, si nous favorisons l'égoïsme individuel chez les hommes et cherchons à les mettre en action purement à force d'argent, nous ne pouvons pas stimuler leur héroïsme collectif ni leur initiative créatrice et, par conséquent, nous ne pouvons accomplir avec succès ni la tâche de la révolution technique ni celle de la construction économique. Si, en suivant la théorie opportu-

niste de droite, on ne parvenait pas à développer l'économie à un rythme élevé, il serait même difficile de donner du travail à tous les hommes et de les nourrir. Et s'il en est ainsi, quand pourrons-nous rattraper les pays développés et construire la société communiste — cette société où l'on travaille selon sa capacité et où l'on est rétribué selon sa demande —, nous qui avions hérité de l'ancienne société des forces productives très en retard? Nous devons rejeter la théorie opportuniste de droite; nous devons défendre fermement les idées révolutionnaires de notre Parti et sa théorie sur l'édification économique, et les appliquer jusqu'au bout, poursuivant ainsi notre grande marche Tcheullima dans l'édification du socialisme.

2. LES PROBLEMES DE LA FORME DE MARCHANDISE DES MOYENS DE PRODUCTION ET DE L'UTILISATION DE LA LOI DE LA VALEUR DANS LA SOCIETE SOCIALISTE

Un débat, dit-on, se poursuit entre certains économistes sur la question de savoir si les moyens de production sont ou non des marchandises dans la société socialiste et si la loi de la valeur agit ou non dans la sphère de leur production et de leur circulation.

Je pense qu'il ne faut pas considérer cette question de la même façon dans tous les cas. Dans la société socialiste, les moyens de production peuvent être ou non des marchandises selon le cas, et par conséquent, dans le cas où ils seraient des marchandises la loi de la valeur agit, et dans le cas où ils ne le

seraient pas elle n'agit pas. Car la loi de la valeur est une loi de la production marchande.

Dans quel cas les moyens de production sont-ils alors des marchandises et dans quel cas ne le sont-ils pas? Pour résoudre correctement cette question, je crois qu'il est nécessaire, avant de l'aborder, de commencer par connaître clairement la nature des marchandises et l'origine de leur production.

Une marchandise est un objet qu'on a fabriqué non pas pour le consommer soi-même, mais pour le vendre. Autrement dit, tous les objets produits ne sont pas des marchandises, mais seuls le sont ceux qui sont produits en vue de l'échange. Comme on peut le comprendre clairement par là, pour que les objets produits soient des marchandises, premièrement, il doit y avoir une division sociale du travail destinée à produire des objets différents; deuxièmement, il doit y avoir, pour un objet, le vendeur et l'acheteur, celui qui, en le vendant, perd la propriété de cet objet et celui qui, en l'achetant, en obtient la propriété. En d'autres termes, pour qu'une production marchande ait lieu, il doit y avoir une division sociale du travail et une différenciation dans les rapports de propriété des produits. C'est pourquoi la production marchande ne peut exister ni dans le cas où il n'y aurait pas de division sociale du travail, ni dans le cas où la propriété ne serait pas différenciée et où la forme de propriété serait, en conséquence, unique.

La raison pour laquelle le rapport marchandise-monnaie subsiste dans la société socialiste devrait être également expliquée par l'existence d'une division sociale du travail et d'une différenciation de la propriété des produits. Comme tout le monde le sait, dans la société socialiste, non seulement la division du travail existe, mais encore elle se développe

chaque jour davantage. Même pour ce qui est des rapports de propriété, bien que la propriété privée y soit supprimée et que les diverses formes économiques qui y existent au début de la période de transition soient progressivement converties en une seule forme économique socialiste au cours de la révolution socialiste, y coexistent la propriété d'Etat et la propriété coopérative des moyens de production, et puis, la propriété individuelle des articles de consommation. En outre, l'Etat socialiste doit faire du commerce extérieur dans la mesure où le communisme n'a pas triomphé à l'échelle mondiale et où existent des frontières.

Tout cela représente les conditions de l'existence de la production marchande dans la société socialiste. Bien sûr, dans la société socialiste, la production marchande se fait sans capitalistes et, par conséquent, la loi de la valeur agit, non pas aveuglément comme dans la société capitaliste, mais dans une mesure limitée, et l'Etat l'utilise de façon planifiée comme un levier économique pour mieux gérer son économie. A l'avenir, lorsque la période de transition aura pris fin et que la propriété coopérative se sera intégrée au système de propriété du peuple tout entier et qu'une seule forme de propriété aura été ainsi établie, les produits sociaux s'appelleront alors, non pas marchandises, mais simplement moyens de production ou biens de consommation ou encore par quelques autres termes, si l'on fait abstraction du commerce extérieur. Alors, la loi de la valeur cessera aussi d'agir. Certes, la division sociale du travail continuera à se développer même alors, mais la production marchande n'existera plus.

Actuellement, bien des gens, dont des savants et des cadres dirigeants de l'économie, commettent des erreurs de droite ou de «gauche» aussi bien dans le domaine théorique que dans le travail de gestion de l'économie, n'ayant pas bien compris si

les moyens de production sont ou non des marchandises dans la société socialiste. Ainsi, certains, suivant la théorie révisionniste, surestiment-ils l'importance de la production marchande et de la loi de la valeur et commettent-ils des déviations de droite consistant à vouloir gérer l'économie par des procédés capitalistes, alors que d'autres, ignorant le caractère transitoire de notre société et ne reconnaissant point la production marchande et le rôle de la loi de la valeur, ne réussissent pas à rationaliser la gestion de l'entreprise et commettent ainsi des erreurs d'«extrême-gauche», qui engendrent un gaspillage considérable de moyens de production et de main-d'œuvre. Il est d'une très grande importance pour la construction de l'économie socialiste d'avoir une compréhension exacte de cette question et de la résoudre comme il faut. La question de l'utilisation du rapport marchandise-monnaie est, en dernière analyse, une importante question à laquelle l'Etat de la classe ouvrière doit apporter une solution juste dans la période de transition du capitalisme au socialisme. Si l'on commet des erreurs de droite ou de «gauche» dans cette question, cela pourra entraîner de graves pertes.

Dans quel cas les moyens de production sont-ils des marchandises et dans quel cas ne le sont-ils pas dans la société socialiste? Le motif doit en être également recherché dans la différenciation de la propriété. Dans la société socialiste, les moyens de production, même s'ils se déplacent d'un lieu à un autre, ne sont pas des marchandises dans le cas où ils ne changent pas de propriétaire, mais ils sont des marchandises dans le cas où ils changent de propriétaire. D'où cette conclusion claire:

Premièrement, quand les moyens de production fabriqués dans des propriétés d'Etat passent à des propriétés coopératives ou inversement, quand les moyens de production fabri-

qués dans des propriétés coopératives passent à des propriétés d'Etat, ils sont tous des marchandises et, partant, la loi de la valeur agit alors. Deuxièmement, les moyens de production qui s'échangent dans le cadre des propriétés coopératives, soit entre les fermes coopératives elles-mêmes, soit entre les coopératives de production elles-mêmes, ou bien entre les fermes coopératives et les coopératives de production, sont tous des marchandises et là aussi la loi de la valeur agit. Troisièmement, les moyens de production sont des marchandises lorsqu'ils sont exportés à l'étranger, et cette transaction de moyens de production se fait au prix du marché international ou du marché socialiste. Par exemple, les machines-outils que notre pays vendra à des pays comme l'Indonésie et le Cambodge, lorsqu'ils lui en demanderont, seront des marchandises et il devra en être payé au prix correspondant. De même, si dans notre pays une confédération se réalise entre le Nord et le Sud suivant les propositions de notre Parti pour la réunification de la patrie, confédération qui n'est pas réalisée actuellement, et si les hommes d'affaires sud-coréens nous demandent des machines et des équipements, nous devrons leur en vendre, et alors, les machines et les équipements qui seront vendus seront des marchandises, et ici, il sera forcément question de la loi de la valeur.

Que sont alors les équipements, les matériaux et les matières premières qui circulent entre les entreprises d'Etat? Ce ne sont pas des marchandises. Car ces moyens de production sont fabriqués sur la base de la coopération socialiste dans la production; l'Etat socialiste possède toujours leur propriété bien qu'ils soient transférés d'une entreprise à une autre, et ces moyens de production sont fournis par l'Etat non pas par vente libre, mais d'une façon planifiée, d'après son plan de fourniture des machines et des matériaux.

L'Etat les fournit, lorsqu'il l'estime nécessaire, aux entreprises, même si elles ne les demandent pas, tout comme il fournit les armes à l'armée. C'est pourquoi on ne peut pas dire que les machines et les équipements, les matériaux et les matières premières qui circulent entre les entreprises d'Etat soient des marchandises qui se réalisent sous l'action de la loi de la valeur.

Maintenant, comment faut-il appeler, sinon marchandises, ces moyens de production qui se déplacent entre les entreprises d'Etat, et que faut-il dire qu'on utilise, sinon l'action de la loi de la valeur, pour fixer le prix calculé lors de leur échange, le prix de revient calculé lors de leur fabrication, etc? Il serait correct de dire que les moyens de production s'échangeant entre les entreprises d'Etat selon le plan de fourniture des machines et des matériaux et le plan de coopération dans la production ne sont pas des marchandises, mais qu'ils revêtent la forme de marchandise et que, par conséquent, la loi de la valeur agit par sa forme, non pas par son contenu comme dans la production marchande.

C'est-à-dire que ces moyens de production ne sont pas des marchandises au sens propre, mais qu'ils revêtent seulement la forme de marchandise; en conséquence, ici, ce n'est pas au sens propre qu'on utilise l'action de la loi de la valeur, mais c'est dans sa forme qu'on utilise cette loi et, dans la production et l'échange des moyens de production, on utilise, non pas la valeur, mais la forme de la valeur, simplement comme moyen de calcul économique.

Mais alors, par quoi faut-il expliquer le fait que les moyens de production faisant l'objet de transactions entre les entreprises d'Etat ne sont pas des marchandises mais qu'ils revêtent seulement la forme de marchandise? C'est que, bien que les entreprises d'Etat soient toutes des entreprises appartenant

uniquement à l'Etat, elles ont une indépendance relative les unes vis-à-vis des autres dans l'utilisation et l'entretien des moyens de production et dans la gestion de l'économie, comme si elles étaient des entreprises faisant partie de propriétés différentes. Chacune des entreprises d'autofinancement du secteur d'Etat, bien que propriété d'Etat, reçoit d'autres entreprises, selon le plan unique de l'Etat, les moyens de production qu'elle utilisera, et doit couvrir elle-même les dépenses qu'elle a faites pour la production et donner un certain profit à l'Etat.

Bien que chacune des entreprises d'autofinancement du secteur d'Etat appartienne à la même propriété, cette indépendance de gestion donne l'impression que les moyens de production qui se transfèrent entre elles sont des marchandises, comme les moyens de production qui sont transférés d'une propriété à une autre. C'est pourquoi, bien qu'il s'agisse des entreprises d'autofinancement du même secteur d'Etat, chacune d'elles ne livre pas à une autre des moyens de production purement et simplement à titre gratuit, ni à vil prix, mais elle les lui fournit selon le principe de la compensation équivalente, aux prix uniformément fixés par l'Etat sur la base du travail socialement nécessaire fourni. Quoique ce soit entre les entreprises d'Etat elles-mêmes, la propriété des biens est prise en considération et la transaction des moyens de production se fait sur la base d'un compte strict.

Pourquoi faut-il donc accorder, même dans le cadre du secteur d'Etat, l'indépendance de gestion aux entreprises et pourquoi celles-ci doivent-elles livrer et recevoir entre elles les moyens de production d'après un compte strict fait sur le principe de l'équivalence, bien que les moyens de production s'échangeant entre elles ne soient pas des marchandises? Cela tient aux caractéristiques de la société

socialiste, société transitoire. Dans la société socialiste, les forces productives ne sont pas encore développées à tel point que chacun puisse travailler selon sa capacité et être rétribué selon sa demande. D'autre part, tout le monde n'a pas un esprit collectiviste suffisamment élevé pour protéger et entretenir les biens de l'Etat comme sa propriété personnelle avec le sens de la responsabilité. Il n'est pas rare que même des personnes assez instruites ne considèrent pas comme leurs les affaires des autres organismes ou entreprises d'Etat et ne travaillent pas avec dévouement pour elles, sans parler des personnes marquées par des survivances d'idées caduques, personnes qui, fortement imprégnées de l'égocentrisme de leur organisme ou de leur région, mettent au premier plan les intérêts étroits de leur organisme ou de leur région et empiètent sur les intérêts de l'Etat ou des autres organismes et entreprises. Par ailleurs, sous le socialisme, bien que, sans aucun doute, le travail soit considéré comme une chose honorable et agréable, ce n'est pas encore le premier besoin de la vie comme dans la société communiste. Tout cela exige que sous le socialisme les entreprises, bien qu'appartenant toutes à l'Etat, fassent un compte strict basé sur le principe de l'équivalence dans les transactions entre elles. Dans notre société, si les articles étaient en grande abondance, si les cadres gestionnaires et les travailleurs de toutes les entreprises n'avaient plus d'égoïsme individuel, considéraient tous les biens de l'Etat comme leurs et participaient avec dévouement à toutes les affaires de l'Etat comme aux leurs, il ne faudrait plus procéder au calcul basé sur le principe de l'équivalence.

L'utilisation correcte de la forme de marchandise et de la forme de commerce dans la sphère de la production des moyens de production et de leur circulation est d'une certaine importance pour l'augmentation systématique de la rentabili-

té des entreprises et de l'accumulation de l'Etat grâce à l'élimination du gaspillage de travail social et au renforcement du régime d'économie. Il est donc nécessaire que toutes les branches de l'économie nationale et toutes les entreprises utilisent correctement ces deux formes.

Avant tout, il faut faire des efforts pour utiliser correctement la forme de la valeur dans la sphère de la production des moyens de production afin d'établir un régime de compte rigoureux, de renforcer le contrôle par le *won* de l'utilisation des matières premières, des matériaux et de la main-d'œuvre et d'abaisser systématiquement la norme de consommation de matières par unité de produit.

Dans la sphère de la circulation aussi, il faut utiliser suffisamment la forme de commerce, en même temps qu'il faut dresser judicieusement le plan de fourniture des machines et des matériaux, en vue d'éliminer le gaspillage de machines, d'équipements, de matières premières et de matériaux, et d'en faire un usage rationnel. Si nous avons organisé la compagnie de fourniture des matériaux et si nous avons fait vendre et acheter par son intermédiaire les matériaux et les matières premières, c'est précisément pour assurer leur bonne fourniture.

Or, nos fonctionnaires économiques ne réussissent pas sur ce point. Même dans le manuel d'économie politique, il est indiqué simplement que les moyens de production sont exclus de la sphère de la circulation des marchandises, qu'ils sont fournis aux entreprises de façon planifiée, et rien n'y est écrit quant à la voie et à la forme concrètes par lesquelles leur sont fournis les moyens de production. Le manuel d'économie politique ne traite presque pas la question de la fourniture des moyens de production et notamment il ne mentionne même pas la question de la vente et de l'achat de maté-

riaux et de matières premières entre les entreprises d'Etat.

De là de nombreux défauts qui se révèlent dans la fourniture des matériaux. Lorsque les entreprises se procurent les matériaux ou les matières premières, elles les prennent tels qu'elles les trouvent, bon marché ou chers, et ne s'intéressent guère à leur prix. En outre, il arrive souvent que certaines entreprises laissent s'entasser inutilement de précieux matériaux, tandis que d'autres entreprises sont gênées dans la production par le manque de ces mêmes matériaux.

Certes, la cause de ce phénomène réside dans le fait que le Comité National de la Planification n'a pas bien dressé le plan de fourniture des matériaux, mais surtout dans le fait qu'on ne se rend pas compte que la fourniture des matériaux et des matières premières se réalise également sous forme de commerce. Autrement dit, les matériaux et les matières premières se réalisent sous forme de circulation des marchandises même entre les entreprises d'Etat, puisqu'elles recourent à la forme de vente-achat entre elles, mais on l'a ignoré. Ainsi, il suffit qu'un organisme de planification établisse mal le plan de fourniture des matériaux pour que personne ne porte la responsabilité du stockage inutile et du gaspillage des matériaux et, d'ailleurs cela ne se voit reproché nulle part.

Si l'on veut remédier correctement à cette carence, il faut avant tout élever le rôle des compagnies de fourniture des matériaux. Si celles-ci travaillent correctement, il n'y aura plus trop d'affluence de personnes pour se procurer les matériaux, il sera possible d'utiliser efficacement la moindre quantité de matériaux par une fourniture convenable aux entreprises qui en ont besoin et il n'arrivera plus que les entreprises reçoivent, sans décompte et indifféremment, ce dont elles ont besoin et ce dont elles n'ont pas besoin pour le laisser inutilisé ou le gaspiller.

Nous devons nous rendre compte que lorsque les moyens de production, tels que les machines, les équipements, les matières premières et les matériaux, produits par les usines et entreprises, passent d'une entreprise à une autre tout en restant propriété d'Etat, ils empruntent la forme de circulation des marchandises. Dans ce cas, il sera question du prix, ce qui permettra de corriger, au cours de la fourniture effective, les erreurs éventuelles du plan.

Evidemment, dans notre société tout est produit, fourni et consommé de façon planifiée. Et en particulier, dans le cas de la propriété du peuple tout entier, la production, la fourniture et la consommation sont entièrement planifiées. Mais il n'est nullement facile de tout planifier correctement. Nous appliquons depuis déjà plus de vingt ans une économie planifiée et insistons toujours pour que le plan soit objectivement élaboré, mais le travail de planification ne marche pas encore correctement.

Il en est de même du plan de fourniture des matériaux et des matières premières. Il arrive que telle chose soit omise du plan, et que telle autre, bien qu'inutile, y soit prévue pour qu'elle soit fournie. Alors, qui doit remarquer pareilles imperfections? C'est la compagnie. Autrement dit, c'est au cours de la vente et de l'achat des matériaux et des matières premières par l'intermédiaire de la compagnie que ces imperfections doivent être comblées et corrigées.

Bien plus, même si le plan de fourniture des matériaux est correctement établi dans son ensemble, il sera irréalisable si la fourniture n'est pas faite convenablement dans la pratique. Si l'on ignore la forme de commerce, c'est-à-dire la forme de vente-achat, dans la fourniture des matériaux et des matières premières, et qu'on les fournisse simplement selon le plan, il pourra arriver que les entreprises gaspillent les matériaux

en les utilisant à tort et à travers. Pareilles choses pourront arriver souvent, tant que tous nos fonctionnaires et tous nos travailleurs ne seront pas devenus communistes.

C'est pourquoi il faut élever le rôle des compagnies et utiliser pleinement la forme de circulation des marchandises dans la fourniture des matériaux et des matières premières. Ainsi il faut faire en sorte que, lorsqu'une entreprise achète certains matériaux en quantité excessive, elle se voie dans l'impossibilité d'en acheter d'autres et que, lorsqu'elle en gaspille, elle s'en ressente grandement dans son activité d'exploitation. C'est seulement lorsque ces conditions seront créées dans la fourniture des matières premières et des matériaux que les cadres des entreprises vérifieront minutieusement les prix des matériaux et les frais de transport, apprécieront les matériaux, les garderont et les entretiendront avec plus de soin et s'efforceront d'abaisser la norme de consommation par unité de produit dans l'utilisation des matériaux.

Ensuite, je voudrais exposer quelques opinions concernant la question de l'utilisation correcte de la loi de la valeur dans la sphère de la production des marchandises et de leur circulation.

Le plus important dans l'utilisation de la loi de la valeur est de fixer correctement le prix des marchandises. Il faut fixer le prix sur la base d'une juste estimation des exigences de la loi économique fondamentale du socialisme et de la loi de la valeur.

Dans la détermination du prix des marchandises il faut d'abord s'appuyer strictement sur le travail socialement nécessaire incorporé en elles. Si, dans la détermination du prix, on ne s'appuie pas sur le travail socialement nécessaire fourni, on ne pourra pas maintenir l'équilibre entre les prix ni appliquer correctement la répartition socialiste, ce qui pourra

exercer une influence néfaste sur le développement de la production sociale.

Prenons un exemple. Je suis passé un jour dans un magasin de l'arrondissement de Tchangseung, province du Pyeung-an du Nord. A l'époque, dans ce magasin, un tissu de fil retors fabriqué avec 200 grammes de fil coûtait 3 *wons* le mètre, alors qu'une bobine de fil de 50 grammes coûtait 5 *wons* 40 *djeuns*. Cela veut dire qu'une bobine de fil coûte deux fois plus cher que le tissu qu'on a fabriqué avec une quantité de filé équivalant à quatre bobines de fil, après la torsion et la teinture. Certes, je crois que dans l'usine d'industrie locale le filage a demandé beaucoup de main-d'œuvre et un peu de frais de production, faute d'une bonne mécanisation. Cependant, du moment que le filage ne se fait pas au rouet, le prix de revient du fil ne peut pas être plus élevé que celui du tissu. Et même si les frais de production sont très élevés, il n'est pas raisonnable qu'on hausse le prix de façon aussi extravagante, car il est impossible d'établir le prix sans tenir compte du travail socialement nécessaire fourni.

Par ailleurs, quand il s'agit d'établir le prix, il faut fixer bas le prix des articles de grande consommation. Comme je viens de le dire, il faut, bien sûr, établir le prix des marchandises, en tenant compte de leur valeur. Mais cela ne veut absolument pas dire qu'on ne puisse écarter le prix des marchandises de leur valeur. Le parti et l'Etat de la classe ouvrière doivent fixer bas le prix des articles de grande consommation en écartant consciemment le prix des marchandises de leur valeur. Autrement dit, les objets indispensables à la vie matérielle et culturelle du peuple, tels que le riz, les tissus, les chaussures, la moustiquaire, le fil à coudre, les allumettes, les fournitures scolaires, doivent être vendus à bas prix. C'est là une utilisation judicieuse de la loi de la valeur, et c'est ce qui est

conforme à l'exigence essentielle du système socialiste qui nourrit et habille tous les travailleurs de façon égale et qui leur assure une vie heureuse.

Au contraire, si nous fixons haut le prix des articles de grande consommation, la supériorité du système socialiste ne pourra se manifester suffisamment et des inconvénients pourront en résulter pour la vie du peuple. Par exemple, si l'on établit un prix élevé pour les tissus dont nos habitants ont un grand besoin, comme le tissu mêlé de vinalon, tous les gens ne pourront pas s'habiller convenablement. De même, si les fournitures scolaires telles que le manuel, le crayon, le cahier, le cartable coûtent cher, il sera impossible d'instruire les enfants correctement, malgré la mise en vigueur du système d'enseignement obligatoire.

Cependant certains de nos fonctionnaires ont tendance à accroître le revenu du budget financier d'Etat par une hausse injuste du prix des tissus et d'autres articles de grande consommation. Il en résulte que, en dépit d'une grande production de tissus, soit de vingt mètres par habitant, des travailleurs ne peuvent pas bien habiller leurs enfants du fait qu'ils ne peuvent acheter les tissus comme ils le désirent, étant donné leur prix élevé. Il va sans dire que la cause principale pour laquelle le tissu n'est pas distribué en grande quantité au peuple réside dans le fait que notre pays ne produit pas encore à bas prix les diverses sortes de tissus. Mais il faut bien comprendre qu'une autre cause non moins importante pour laquelle les tissus ne parviennent pas en grande quantité au peuple, c'est l'attitude erronée des fonctionnaires qui veulent assurer, par la hausse du prix des tissus, le revenu du budget financier d'Etat. A cause des actions erronées des fonctionnaires, ces quelques dernières années, le prix des tissus a continué à s'élever de façon injuste.

Si nos fonctionnaires n'abandonnent pas cette conception et cette attitude de travail erronées, il sera impossible d'améliorer rapidement la vie du peuple. En réalité, il arrive souvent que des tissus restent longtemps invendus à cause de leur prix trop élevé et qu'à la fin on soit obligé de les vendre au rabais. En fin de compte il arrivera que la vie du peuple subisse des dommages et que le revenu du budget financier d'Etat n'en soit pas assuré.

C'est pourquoi même au risque de ne pas accroître le revenu du budget financier d'Etat, notre Parti et notre Gouvernement ont fixé un certain taux de prélèvement sur le revenu de la circulation et veillent à établir un prix modique pour les articles de grande consommation et à fixer un prix très bas surtout pour les marchandises à l'usage des enfants, compensant à peine leurs frais de production. A l'avenir aussi, ce principe devra toujours être maintenu.

Par contre, les articles dont l'offre est encore limitée en quantité, tels que les denrées de goût précieux, les articles de luxe et les tissus de qualité pour vêtements, doivent être taxés à un niveau plus élevé que les articles de grande consommation, afin d'en ajuster la demande. Pour les logements et les établissements de confort, il faut établir le loyer d'après le même principe que pour les marchandises. Par exemple, pour un logement d'une ou deux pièces pourvu d'une installation ordinaire il faut fixer un loyer modique. Mais pour un logement d'au moins trois pièces pourvu d'installations excellentes, il faut fixer un loyer élevé, car les logements de ce genre ne sont pas nombreux. Bien entendu, quand nos forces productives seront assez développées pour assurer de façon suffisante toutes les marchandises et toutes les installations demandées par le peuple, il ne sera plus nécessaire de prendre spécialement de telles mesures.

Pour établir correctement les prix des marchandises, il faut unifier les prix. En examinant les secteurs des prix mal établis jusqu'à présent, on constate que certains cadres dirigeants des organismes économiques, à commencer par le Comité National de la Planification et le Ministère des Finances, considérant que les articles fabriqués dans les entreprises d'industrie locale n'ont qu'une importance locale, n'ont pas établi leur contrôle sur la fixation de leur prix, mais l'ont mise sur le compte des présidents des comités populaires de province. C'est pourquoi, tout comme des comités régionaux de planification ont été créés et que le travail de planification a été unifié, il faut que des comités régionaux des prix soient créés afin que l'établissement des prix soit unifié pour tous les articles, y compris ceux produits dans les entreprises de l'industrie locale; de même, il faut que les organismes économiques tels que le Comité National de la Planification, le Ministère des Finances, le Comité d'établissement des Prix renforcent leur contrôle sur l'établissement des prix.

3. LES PROBLEMES DU MARCHE PAYSAN DANS LA SOCIETE SOCIALISTE ET DES MOYENS DE LE SUPPRIMER

Le marché paysan est la forme de commerce par laquelle les paysans vendent directement à la population, dans un endroit déterminé, une partie des produits agricoles et d'élevage provenant de l'exploitation communautaire des fermes coopératives, ainsi que des occupations subsidiaires individuelles des paysans coopérateurs. Bien que le marché

paysan soit une forme de commerce existant dans la société socialiste, il renferme de nombreuses survivances du capitalisme. Quelles sont donc les survivances du capitalisme dans le marché paysan? Elles résident dans le fait que le prix se détermine spontanément selon la demande et l'offre sur le marché paysan et que, par conséquent, la loi de la valeur y agit, dans une certaine mesure, aveuglément. L'Etat ne planifie pas la demande, l'offre et le prix du marché paysan. Bien sûr, la spontanéité du marché paysan subit une certaine restriction au fur et à mesure que le commerce d'Etat se développe et que l'Etat renforce son rôle de régulateur sur le marché paysan, mais il est impossible de le supprimer complètement dans la phase du socialisme.

Originairement, le terme *«djang»* (marché) n'est apparu ni sous le système socialiste ni sous le système capitaliste, c'est un terme transmis de la société féodale. Le *djang* s'est formé lorsque l'artisanat se développait à l'époque féodale. Depuis les temps anciens, les Coréens ont appelé le marchand *djangsakoun* qui veut dire: homme travaillant au *djang*. Ainsi, le *djang* est une forme arriérée de commerce, née dans la société féodale. C'est pourquoi il serait préférable en principe qu'il n'y ait pas de marché paysan, cette forme arriérée de commerce, sous le système avancé, socialiste.

Mais, dans le socialisme, le marché paysan ne peut pas ne pas exister, aussi longtemps que subsistent l'économie coopérative et la production subsidiaire individuelle; d'ailleurs, son existence n'est pas du tout mauvaise. Peut-être certains camarades pensent-ils que l'Etat doit acheter jusqu'aux produits des occupations subsidiaires et les fournir selon un plan. C'est une erreur, et dans la pratique cela est impossible. Il faut faire en sorte que les produits des occupations subsidiaires privées puissent être consommés par leurs pro-

ducteurs eux-mêmes et que ceux-ci puissent en vendre librement l'excédent au marché ou l'échanger contre d'autres produits. La plus grande partie des produits d'élevage et des plantes industrielles de l'exploitation communautaire des fermes coopératives doivent être achetés par l'Etat, mais une partie en doit être distribuée aux paysans. Les paysans pourront les consommer eux-mêmes ou bien les vendre aux travailleurs-acheteurs ou au marché paysan. Il ne faut pas obliger les paysans à les vendre seulement aux travailleurs-acheteurs, mais il faut leur permettre de les vendre librement à n'importe qui. C'est seulement ainsi qu'il sera également possible d'assurer les commodités de la vie au peuple.

Même dans le manuel d'économie politique, on n'a pas bien traité du marché paysan. Qu'est-ce qu'on y lit? Il y est dit seulement que le marché paysan exerce une influence négative sur le développement de l'économie communautaire et favorise les idées petites-bourgeoises et l'égoïsme chez les paysans. Et on n'y a pas précisé pourquoi le marché paysan est nécessaire dans la société socialiste, quel rôle il y joue et quand il pourra disparaître.

Que la production subsidiaire et le marché paysan subsistent dans la société socialiste, cela est une bonne chose, et non pas une mauvaise. Etant donné que l'Etat ne peut pas encore fournir en quantité suffisante tous les articles nécessaires à la vie du peuple, en particulier les menus objets d'usage quotidien, tels que le balai et la calebasse, ainsi que les denrées alimentaires secondaires telles que la viande, les œufs, le sésame et le sésame sauvage, qu'y a-t-il de mauvais à ce que des individus les produisent dans leurs occupations subsidiaires et les vendent au marché? Certes, c'est un procédé arriéré, mais on doit utiliser même les procédés arriérés lorsque les procédés avancés ne peuvent pas tout résoudre.

Certains fonctionnaires craignent que la production subsidiaire et le marché paysan ne fassent renaître immédiatement le capitalisme, mais leur crainte est inutile. Si l'on allouait un trop grand lopin de terre aux membres de la ferme coopérative, ils pourraient s'adonner à leur exploitation individuelle, au lieu de participer activement au travail communautaire, ce qui pourrait encourager les éléments capitalistes. Mais le lopin de terre de nos paysans ne dépasse pas quelques dizaines de *pyeung* et, quant à leur élevage individuel pratiqué comme une occupation subsidiaire, ils n'ont qu'un ou deux porcs ou une dizaine de poules. Même si un paysan cultive quelques plants de tabac sur son lopin de terre, cela ne constituera pas une exploitation capitaliste, et même s'il vend un peu cher quelques poules au marché paysan, il ne deviendra pas un capitaliste.

Si, toutefois, on supprimait par la loi le marché paysan en alléguant que la production subsidiaire et le marché paysan exercent une mauvaise influence sur l'exploitation communautaire et stimulent l'égoïsme, qu'adviendrait-il? Bien sûr, le marché serait supprimé, mais le marché noir subsisterait comme toujours. Les paysans iraient de cuisine en cuisine ou de ruelle en ruelle pour vendre les poules ou les œufs produits dans leur occupation subsidiaire. Ce faisant, ils pourraient être pris, puis condamnés à des amendes ou sanctionnés en vertu de la loi. Il n'y aurait donc rien de résolu par la suppression forcée du marché paysan, laquelle, par contre, causerait de l'incommodité à la vie du peuple et rendrait inutilement coupables de nombreuses personnes.

C'est pourquoi, puisque l'Etat n'est pas en mesure de produire et de fournir en quantité suffisante tout ce qui est nécessaire à la vie du peuple, on doit se mettre bien en garde

contre la déviation de «gauche» consistant à vouloir supprimer hâtivement le marché paysan.

Alors, quand donc seront supprimés la production subsidiaire privée et le marché paysan?

Premièrement, ils ne pourront disparaître que lorsque tous les articles de consommation dont le peuple a besoin abonderont grâce à l'industrialisation du pays et à un haut développement de la technique. Lorsqu'on pourra acheter au magasin d'Etat un article, quel qu'il soit, il n'y aura personne pour chercher sciemment à l'acheter au marché paysan, et d'ailleurs, un tel article ne se vendra plus au marché paysan. Supposons que les usines produisent en abondance des fibres artificielles bon marché et de bonne qualité. Dans ce cas, on n'ira pas délibérément au marché pour acheter du coton cher et, même si un certain nombre de paysans veulent vendre cher leur coton, ils n'y réussiront pas. Même dans les conditions actuelles, les marchandises satisfaisant la demande du peuple ne se vendent plus au marché paysan, et elles se réalisent à prix égal dans tous les coins de notre pays, que ce soit dans les grandes villes comme Hamheung ou dans les contrées montagneuses les plus reculées comme Potai-ri, situé au pied du mont Baiktou. De cette façon, quand les articles abonderont et qu'ils se réaliseront partout à prix égal, cela équivaudra au système de fourniture.

Cependant, on ne doit pas oublier que les marchandises qui ne satisfont pas la demande du peuple font l'objet d'un trafic clandestin ou sont revendues au marché paysan, même si l'Etat a uniformément fixé leurs prix. Il arrive que l'on garde des articles achetés dans le magasin pour les revendre cher lorsqu'ils sont demandés d'urgence. Citons en exemple la vente des œufs. Nous avons construit des centres d'élevage de poules à Pyongyang et dans plusieurs autres lieux, et actuelle-

ment, des œufs y sont produits. Mais leur production n'est pas encore assez élevée pour en fournir suffisamment au peuple. Il en a résulté pour les œufs une différence entre le prix d'Etat et celui du marché paysan et il arrive qu'on les revende, tirant profit de cette différence.

On ne pourrait tout de même pas envoyer à la maison de rééducation celui qui a revendu quelques œufs, en le qualifiant de délinquant. Et puis, même si l'on voulait effectuer le contrôle par un autre procédé, on ne pourrait que prendre quelques mesures pratiques telles que la régularisation de la quantité de vente. Certes, il faut prendre de telles mesures, mais elles ne pourront empêcher que de façon limitée la concentration de marchandises dans les mains de quelques individus, et ne pourront jamais supprimer radicalement la revente au marché paysan ou le marché noir.

Pour résoudre ce problème, il faut produire les articles en abondance. Si l'on construit encore davantage de centres pour la production d'œufs et si l'on produit un assez grand nombre d'œufs pour subvenir aux besoins du peuple, le marché noir des œufs disparaîtra, et le trafic des œufs au marché paysan disparaîtra de lui-même. De cette façon, lorsque l'Etat subviendra aux besoins du peuple et éliminera ainsi l'une après l'autre les marchandises circulant au marché paysan, il en résultera finalement qu'on n'aura plus besoin du marché paysan.

Deuxièmement, c'est seulement lorsque la propriété coopérative se sera transformée en propriété du peuple tout entier que la production subsidiaire individuelle et le marché paysan pourront disparaître.

Comme je l'ai déjà mentionné dans les Thèses sur la question rurale socialiste, lorsqu'on aura converti la propriété coopérative en propriété du peuple tout entier, en élevant sans

cesse le rôle dirigeant de la propriété du peuple tout entier vis-à-vis de la propriété coopérative et en combinant organiquement ces deux propriétés, le trafic au marché paysan disparaîtra.

Une des causes principales qui font actuellement persister le marché paysan réside dans l'existence de l'économie coopérative et de l'économie d'appoint individuelle à côté de l'économie d'Etat.

C'est pourquoi, lorsque les deux propriétés se seront jointes à l'unique propriété du peuple tout entier, l'économie d'appoint individuelle disparaîtra par suite du développement des forces productives et, par là même, le marché paysan disparaîtra et la circulation des marchandises en général deviendra inutile. Alors, les produits seront distribués d'après un système de fourniture. Actuellement, nous distribuons quelques produits de première nécessité, y compris le riz, aux ouvriers et aux employés d'après un système de fourniture. Ce n'est pas évidemment un système de fourniture résultant de l'abondance des produits, ni celui qui sera appliqué dans les conditions de l'unique propriété du peuple tout entier. C'est un moyen de contrôle destiné à nourrir et à faire vivre tout le monde d'une manière égale, étant donnée l'insuffisance de produits. A la différence du système de fourniture que nous appliquons aujourd'hui en vue d'effectuer un contrôle, le système de fourniture des produits que nous appliquerons quand les forces productives se seront hautement développées et que les deux formes de propriété se seront jointes à l'unique propriété du peuple tout entier, signifiera un système de fourniture visant à assurer mieux encore, conformément aux besoins variés du peuple, les biens de consommation produits en grande quantité.

En conclusion, c'est seulement lorsque les forces producti-

ves se seront développées à tel point que l'Etat puisse produire et fournir en abondance tous les objets demandés par le peuple, et que la propriété coopérative sera devenue propriété du peuple tout entier, que le marché paysan et le marché noir disparaîtront et que le commerce passera complètement à un système de fourniture.

Imprimé en République Populaire
Démocratique de Corée

No 291744